



ACTION DAYS **8 & 9 JULY 2019**

CLIMATE CAMP: 2 - 11 JULY, BASEL



Zurich et Bâle, le 2 août 2019

Le prisonnier #49 est enfin libre!

Avant-hier, le 31 juillet 2019, le prisonnier #49 – le dernier des militant·e·s du climat arrêté·e·s le 8 juillet dernier – a été également libéré après 23 jours de grève de la faim. Il a passé trois semaines de détention préventive supplémentaires car il a fait recours à ses droits en refusant toute coopération avec les autorités judiciaires.

Voici sa déclaration :

« Nos actions au Crédit Suisse et à l'UBS ne visent pas à mettre les employé·e·s de banque mal à l'aise, mais appeler les citoyen·ne·s à se positionner. Quel est l'impact de la politique d'investissement des banques suisses sur le climat mondial et les conditions de vie des populations, en particulier dans les pays du Sud ? Les actions n'avaient pas comme objectif irréalisable de paralyser ces banques, il s'agissait au contraire d'adresser un message à l'ensemble des concitoyen·ne·s : Regardez comme derrière ces façades notre planète est impitoyablement détruite chaque jour au nom du profit. Voulons-nous cela au nom de la Suisse »

C'est pourquoi il ne voit pas les action devant le Crédit Suisse et l'UBS comme un délit, mais plutôt comme une performance créative, politique et climatique qui permet de se forger une opinion.

Encore une fois ce sont les simples messagers/ères de ces mauvaises augures et non les haut-responsables financiers/ères qui furent dans le collimateurs des autorités judiciaires :

« En signe de protestation face à cette réponse totalement disproportionnée du ministère public contre les militants pacifiques du climat, j'ai fait usage de mon droit et ai refusé toute coopération – je n'ai transmis aucune information malgré divers interrogatoires et j'ai entamé une grève de la faim systématique pendant les 2+21 jours de détention. Mes seuls outils ont été mon corps et moi-même, je n'ai rien de plus ! »

Malgré que sa grève de la faim, d'une durée de 23 jours, ne se soit pas passée sans lui laisser de traces, #49 porte un regard serein sur le futur :

« Au moins l'immense majorité des jeunes générations a compris que nous ne pouvons pas perpétuer cette économie et qu'il faut changer le système de toute urgence. Et cette prise de conscience se généralise de plus en plus ! »

Le collectif de justice climatique se réjouit de la libération de #49 et se conforte dans l'idée que sa courageuse grève de la faim amène une réaction chez la population suisse et internationale.

Nous continuons d'exiger que toutes les ordonnances pénales à l'encontre des activistes du climat soient abandonnées. Tant que les banques financeront la catastrophe climatique, nous appelons à la désobéissance civile : seul un mouvement de masse permettra d'obtenir le changement de cap nécessaire d'urgence.

Changeons le système, pas le climat !
La protection du climat n'est pas un crime !

Plus d'informations et contact :

- Vous trouverez plus d'informations sur <https://www.climatejustice.ch>
- Pour toutes questions adressez-vous s'il vous plaît à medien@climatejustice.ch ou par téléphone à Frida (+41 77909 76 83)
- Images de l'action: <https://www.flickr.com/photos/182591369@N08/>

Contexte: Catastrophe climatique sponsorisée par Crédit Suisse et UBS

Crédit Suisse et UBS sont les principaux contributeurs de la catastrophe climatique mondiale au sein de la place financière suisse. Bien qu'aucun pétrole ne soit extrait ici et qu'aucun charbon ne soit brûlé, le financement de tels projets les rendent possibles.

La place financière suisse émet 20 fois plus de gaz à effet de serre que le pays tout entier. Crédit Suisse et UBS ont eu deux, entre 2016 et 2018, investi 83.3 milliards de dollars dans la combustion d'énergie fossile en finançant des projets et des entreprises, prenant directement part au réchauffement climatique.

Les deux banques sont par exemple impliquées dans la déforestation de la Forêt de Hambach et dans l'exploitation de charbon local. En outre le Crédit Suisse investit dans le projet de fracturation dans l'ouest du Texas. Malgré que la Suisse ait signé les accords de Paris pour le climat et que le rapport du GIEC préconise de ne pas dépasser la limite de 1.5 degrés, nous nous dirigeons vers un réchauffement de 4 à 6 degrés en raison des investissements de la place financière suisse dans les marchés financiers globaux.

Qui est le collectif Climate Justice

Derrière l'action se tient le collectif Climate Justice. Participent également à l'action de très nombreuses personnes issues de différents contextes politiques, des activistes du Collectif Break Free Suisse, des Bewegung für den Sozialismus, Multiwatch, Es Zündhölzli für Banke, Revolutionärer Aufbau ainsi que des activistes de Greenpeace. En temps que mouvement pour le climat, le collectif Climate Justice lutte pour la justice climatique et un avenir viable pour chacun-e.

Nous exigeons :

- Que la place financière suisse se conforme dès à présent aux exigences du Traité de Paris sur le climat. Cela signifie notamment une sortie rapide et complète du charbon, du pétrole et du gaz.
- Nous continuons d'exiger une justice climatique : Le processus vers une société sans énergies fossiles se doit d'être défendu pour l'ensemble des individus et garantir une équité sociale et économique pour tout-e-s. Ni dans les pays du Sud, ni dans notre société une personne ne doit être pénalisée.
- Pour y parvenir, nous avons besoin d'un système politique et économique fondé sur les bases de la démocratie et adapté aux besoins et au bien-être de tous les peuples.